

La sélection média d'OTC (Organisation Terre & Culture)

1. YOUTUBE

14 décembre 2020

Monuments arméniens d'Artsakh : enquête sur un héritage menacé - Anna Leyloyan-Yekmalyan

Conférence d'Anna Leyloyan-Yekmalyan sur les "**Monuments arméniens d'Artsakh : enquête sur un héritage menacé**" (dans le cadre du Séminaire de la Société des Études Arméniennes)

Elle est désormais disponible sur la chaîne YouTube de la section.

https://www.youtube.com/watch?v=Uva76n_QPwQ&feature=youtu.be

2. L'Œuvre d'Orient (Bulletin N°801)

Octobre-novembre-décembre

Par Tigrane Yégavian

La diaspora arménienne à épreuve du temps

Veillez consulter l'article en pièce jointe

3. Les nouvelles d'Arménie

15 décembre 2020-12-15

Un avion avec 40 prisonniers arméniens débarque à Erevan

L'avion transportant plus de 40 captifs arméniens va bientôt atterrir à Erevan, a déclaré le président de l'Artsakh, Arayik Harutyunyan.

« En ces jours difficiles, lorsque notre peuple essaie de se redresser face à la douleur et de l'amertume de la perte causée par la terrible guerre, on remarque parfois des points lumineux qui nous inspirent l'espoir et la foi de vivre, de tout reconstruire » a déclaré le président dans un message Facebook.

« L'avion transportant plus de 40 de nos captifs rentrant dans leur patrie atterrira à Erevan dans quelques minutes. Je les rencontrerai personnellement avec leurs proches », a déclaré le président.

« Découvrir le sort de tous nos compatriotes disparus, le retour de tous les militaires et civils survivants, la recherche des corps des morts et leur récupération restent les questions humanitaires les plus urgentes à notre ordre du jour », a ajouté le président Harutyunyan.

par [Stéphane](#) le lundi 14 décembre 2020

4. Les nouvelles d'Arménie

15 décembre 2020-12-15

Les États-Unis imposent des sanctions drastiques à la Turquie



https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=73507

Lundi, le secrétaire d'État américain Michael Pompeo a annoncé que les États-Unis imposaient des sanctions à la présidence des industries de la défense (SSB) de la République de Turquie conformément à l'article 231 de la loi sur la lutte contre les adversaires américains par le biais de sanctions (CAATSA) pour avoir sciemment engagé une transaction importante avec Rosoboronexport, la principale entité d'exportation d'armes de la Russie, en achetant le système de missiles sol-air S-400. Les sanctions comprennent une interdiction de toutes les licences d'exportation et autorisations américaines de la SSB et un gel des avoirs et des restrictions de visa pour le D^r Ismail Demir, président de la SSB, et d'autres agents de la SSB.

Les États-Unis ont clairement indiqué à la Turquie au plus haut niveau et à de nombreuses reprises que son achat du système S-400 mettrait en danger la sécurité de la technologie et du personnel militaires américains et fournirait des fonds substantiels au secteur de la défense russe, ainsi que l'accès de la Russie aux Forces armées turques et industrie de la défense. La Turquie a néanmoins décidé d'aller de l'avant avec l'acquisition et les essais du S-400, malgré la disponibilité de systèmes alternatifs inter-opérables avec l'OTAN pour répondre à ses besoins de défense. Cette décision a entraîné la suspension de la Turquie et son retrait en attente du partenariat mondial sur les avions d'attaque interarmées F-35.

« Nous tenons à remercier le Congrès, l'administration Trump et le secrétaire Pompeo pour ces sanctions historiques qui sont la première étape dans la responsabilisation du régime turc vis-à-vis de ses politiques internationales et nationales. Ces sanctions devraient être immédiatement et pleinement appliquées, sans renonciation et maintenues par la nouvelle administration Biden », a déclaré Sevak Khatchadorian, président du Conseil arménien d'Amérique.

Le secrétaire d'État, en consultation avec le secrétaire au Trésor, a choisi les sanctions suivantes de la section 235 de la CAATSA, telles que mises en œuvre par le décret (E.O.) 13849, à imposer à SSB :

Interdiction d'octroyer des licences d'exportation et des autorisations américaines spécifiques pour toute marchandise ou technologie transférée à SSB (article 235 (a) (2)) ;

Interdiction des prêts ou des crédits accordés par les institutions financières américaines à la SSB d'un montant total supérieur à 10 millions de dollars par période de 12 mois (article 235 (a) (3)) ;

Interdiction de l'aide de la Banque américaine d'exportation-importation pour les exportations vers la SSB (article 235 (a) (1)) ;

Obligation pour les États-Unis de s'opposer aux prêts bénéficiant de la SSB par les institutions financières internationales (article 235 a) 4)) ;

Et l'imposition de sanctions de blocage complètes et de restrictions de visa (article 235 (a) (7), (8), (9), (11) et (12)) au D^r Ismail Demir, président de la SSB ; Faruk Yigit, vice-président de la SSB ; Serhat Gencoglu, chef du Département de la défense aérienne et de l'espace de la SSB ; et Mustafa Alper Deniz, directeur de programme pour la direction régionale des systèmes de défense aérienne de la SSB.

par [Jean Eckian](#) le mardi 15 décembre 2020

5. Les nouvelles d'Arménie

15 décembre 2020-12-15

S-400 : La Turquie condamne les sanctions américaines

« injustes »



Ankara, 14 déc 2020 (AFP) - La Turquie a condamné lundi les sanctions « injustes » imposées par les Etats-Unis à l'agence gouvernementale turque en charge des achats d'armes, le SSB, pour l'acquisition par Ankara du système de défense aérienne russe S-400.

"Nous invitons les Etats-Unis à revoir cette décision injuste de sanctions (...) et nous réaffirmons être prêts à traiter la question par la voie du dialogue et de la diplomatie, conformément à l'esprit de l'alliance", a déclaré le ministère turc des Affaires étrangères.

Ankara a aussi réfuté « le danger pour la sécurité » que représenteraient les missiles russes pour le système de l'Otan, mentionné par le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo comme une des raisons des sanctions.

"Ces allégations sont sans fondement. La Turquie avait proposé d'approcher cette question de manière objective et réaliste par la création d'un groupe de travail technique", a affirmé le ministère.

Parallèlement à son appel aux Etats-Unis de « revoir » sa décision, la Turquie a aussi prévenu qu'elle « répliquera » aux sanctions.

Lors d'un discours qu'il a effectué juste avant l'annonce de la décision

américaine, le président turc Recep Tayyip Erdogan a exprimé sa « tristesse » de voir « les discours sur les sanctions » se prévaloir aux Etats-Unis et au sein de l'Union européenne.

"Au lieu des sanctions, nous attendons des Etats-Unis un soutien dans la lutte contre le terrorisme", a-t-il affirmé. «La Turquie continuera à avancer de manière déterminée pour parvenir à ses objectifs dans le domaine de l'industrie de la défense", a annoncé de son côté Ibrahim Kalin, le porte-parole du président turc, sur Twitter.

Invoquant une loi adoptée en 2017 par le Congrès, quasiment à l'unanimité, pour « contrer les adversaires de l'Amérique à travers les sanctions » (Caatsa), Washington a interdit par ces sanctions l'attribution de tout permis d'exportation d'armes au SSB.

La décision prévoit aussi des sanctions contre le président du SSB, Ismail Demir, ainsi que d'autres dirigeants de cette agence gouvernementale turque. "Aucune décision prise à l'étranger à mon encontre ou concernant mon institution ne peut changer notre attitude et ne peut en aucune manière avoir un effet sur l'industrie turque de la défense", a réagi Ismail Demir, sur Twitter.

L'achat par Ankara du système de défense aérienne russe S-400 avait envenimé les relations avec Washington ces dernières années.

Les Etats-Unis font valoir que ces missiles sont incompatibles avec les systèmes de défense de l'Otan, l'Alliance atlantique, dont Ankara est membre avec Washington.

La menace de sanctions américaines planait sur la Turquie depuis qu'elle a pris livraison de ces missiles l'an dernier, mais le président Donald Trump, qui entretient de bons rapports personnels avec M. Erdogan, s'était abstenu jusqu'ici de les déclencher.

Les sanctions américaines s'ajoutent à celles décidées jeudi par l'Union européenne en lien avec les activités de la Turquie en Méditerranée orientale.

par [Ara Toranian](#) le mardi 15 décembre 2020

6. Les nouvelles d'Arménie

15 décembre 2020-12-15

Arman Tatoyan : Il est impossible de délimiter la frontière de l'Etat arménien sur la base de Google Maps



https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=73493

Il est impossible de délimiter ou de délimiter les frontières étatiques de l'Arménie sur la base de Google Maps ou du système de positionnement global de Google (Google GPS), a déclaré le défenseur des droits humains arménien Arman Tatoyan.

« On ne sait pas quelle version de Google Maps est la base lorsque Google lui-même mentionne qu'il existe de nombreuses versions de cartes en ligne du monde. Ou avons-nous découvert quels systèmes algorithmiques ou mécanismes de positionnement sous-tendent une version particulière d'une carte en ligne ? » a dit le Médiateur.

« Les recherches et observations du défenseur des droits humains d'Arménie dans

les colonies frontalières confirment que cette approche met gravement en danger les droits constitutionnels à la vie, l'immunité physique et mentale, la propriété des résidents des colonies frontalières », a ajouté Arman Tatoyan.

« Il s'agit de la protection des frontières de notre État, de la sécurité physique et de la sûreté de notre peuple et de chaque personne », a dit le Défenseur des droits humains, ajoutant que « la question des démarcations ou délimitations nécessite des approches professionnelles, des résultats de recherche scientifique, des travaux détaillés sur site, des bases juridiques appropriées, etc. »

Il souligne que la question doit être l'une des priorités exclusives de notre pays, au centre de l'attention de tous.

par [Stéphane](#) le mardi 15 décembre 2020

7. Francetvinfo

11 décembre 2020

Haut-Karabakh : "Cette guerre a été une boucherie", d'après

Jean-Marc Germain

Invités du 23h de franceinfo jeudi 10 décembre, Jean-Marc Germain et Jean-François Colosimo sont revenus sur le conflit meurtrier ayant eu lieu dans le Haut-Karabakh.

Le 10 novembre dernier, un accord de cessez-le-feu signé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan a mis fin à six semaines d'affrontements dans le [Haut-Karabakh](#). "*Cette guerre a été une boucherie,*" affirme Jean-Marc Germain, secrétaire du Parti socialiste (PS) à l'international, qui s'est rendu sur place. "*L'enjeu était de tuer avant même de conquérir des territoires,*" poursuit l'homme politique, qui appelle à la mise en place d'une "*aide humanitaire urgente*".

"Disproportion des forces"

Entre 1988 et 1994, un premier conflit avait éclaté entre les deux belligérants sur ce territoire. Il s'était conclu sur une victoire arménienne, mais de nombreuses choses ont

changé depuis. *"Il y avait une disproportion des forces"*, note Jean-François Colosimo, auteur de l'ouvrage *Le sabre et le turban - Jusqu'où ira la Turquie ?* (Les éditions du Cerf) et lui aussi invité du 23h de franceinfo jeudi 10 décembre. L'historien s'est en outre ému de la situation de l'Arménie, qui est apparue bien isolée face à l'Azerbaïdjan et à son allié turc : *"Ce peuple arménien s'est battu seul, et il a perdu parce que c'était une bataille démesurée."*

La vidéo est disponible :

https://www.francetvinfo.fr/monde/haut-karabakh-cette-guerre-a-ete-une-boucherie-d-apres-jean-marc-germain_4215857.html

8. Le Podcast Journal

11 décembre 2020

"Le peuple arménien n'a pas été vaincu. Les défaitistes sont les traîtres venus au pouvoir dans le cheval de Troie" !

https://www.podcastjournal.net/Le-peuple-armenien-n-a-pas-ete-vaincu-%D4%BCes--defaitistes-sont-les-traitres-venus-au-pouvoir-dans-le-cheval-de-Troie-_a28209.html

Par [Hasmik Arakelyan](#) Rédigé le 11/12/2020 (dernière modification le 10/12/2020)

Pourquoi la guerre du Haut Karabakh a-t-elle

éclaté et pourquoi les Arméniens l'ont-ils perdue ? Qu'est-ce qui a fragilisé l'Arménie ?

Y-t-il une erreur que le Premier ministre arménien Nikol Pachinian n'a pas commise dans cette guerre?

La chargée de Global Relations and Partnerships dans Mobile Networks Nokia, l'ancienne de l'École Nationale d'Administration (ENA) 2002 à 2004 dans la promotion Léopold-Sédar-Senghor qu'a terminée aussi le président actuel de la République française Emmanuel Macron, française d'origine arménienne Irina Hovsepian a présenté ses réflexions sur la défaite des Arméniens dans le Haut-Karabakh. Elle a souligné: "Le peuple arménien n'a pas été vaincu. Les défaitistes sont les traîtres arrivés au pouvoir sur le cheval de Troie".

Le cheval de Troie. La révolution de velours de 2018 a été le cheval de Troie qui a permis aux agents de Soros d'arriver au pouvoir et d'occuper des postes clés. Ils ont influencé toutes les politiques publiques depuis deux ans et ont préparé la défaite de l'Arménie.

Dans l'agenda, deux objectifs majeurs: détruire les relations avec la Russie et dévaloriser l'Artsakh avec tout ce qu'il représente. Il faut ajouter un vaste programme de division sociale en noir et blanc.

Les noirs sont ceux qui ne sont pas d'accord avec Nikol Pachinian et les blancs sont ceux qui applaudissent quoi qu'il dise et doivent glorifier du matin au soir la révolution oh combien primordiale.

La dévalorisation. A peine arrivé au pouvoir, un député de Mon Pas, Sassoun Mikaelian, déclare "la révolution est plus importante que la victoire de la guerre de l'Artsakh". Une campagne de dévalorisation de l'Artsakh se met en place. Ils ont commencé avec celui qui incarne l'Artsakh et l'alliance arméno-russe, Robert Kotcharian. L'histoire retiendra l'image des trois Présidents de l'Artsakh au tribunal, Kotcharian, en détention, et Bako Sahakian avec Arkadi Ghoukassian se portant garants pour celui qui était à la genèse de la République du Haut Karabagh. Leur garantie ne suffira pas pour libérer Kotcharian.

"Les généraux et les héros de la guerre de l'Artsakh se retrouvent sur le banc des accusés à leur tour. A ce jour, il n'y a aucune sentence prononcée par les juges

pour aucune corruption, aucun dossier.

"Il y a plusieurs mois, une habitante de Chouchi se rend à l'hôpital Ereboundi à Erevan pour un test de COVID. Le résultat est positif et elle doit s'isoler chez elle. L'hôpital lui remet un certificat où on peut lire: Ville - Chouchi, Pays - Azerbaïdjan.

"Enfin, Nikol n'a jamais participé à la fête de l'indépendance de l'Artsakh.

Hystérie antirusse nourrie par les agents de Soros

En été 2018, le général Khatchatourov, secrétaire général OTSC, était mis en garde à vue sans que les pays membres, y compris la Russie, en soient informés. Quel mépris envers l'unique organisation de sécurité à laquelle adhère l'Arménie. Lorsque Poutine s'est rendu en Arménie début octobre 2019, ni le Premier ministre, ni le président de la République ne sont allés l'accueillir à son arrivée, ni même au 26 rue Baghramian, siège de la présidence où se déroulait le sommet du Haut conseil économique eurasiatique. Le gouvernement du peuple connu dans le monde entier pour son hospitalité, n'a pas organisé d'accueil pour le président russe. Ce fut un message politique de la part de ce gouvernement probablement commandité par les agents de Soros.

Nous avons la plus grande diaspora en Russie qui est le premier client de l'Arménie, le premier investisseur, son garant pour sa sécurité avec sa base militaire, et Nikol Pachinian a formé un gouvernement avec plusieurs personnalités connues pour avoir insulté la Russie, son président, ou ayant brûlé son drapeau.

Les charges contre Spayka, principale entreprise exportatrice de fruits et légumes d'Arménie, le refus du prêt russe pour la centrale nucléaire, conclu avec l'ancien gouvernement font partie de la politique antirusse du gouvernement.

Les relations avec la Russie n'ont pas cessé de se dégrader ; la dernière décision fut celle du Parlement de supprimer l'accès gratuit aux chaînes de la télévision russe.

Les négociations dans l'impasse et la guerre.

Nikol Pachinian a exprimé des messages tellement contradictoires sur la question de l'Artsakh que plus personne ne comprenait rien à son approche. Jamais il n'avait exprimé sa vision de l'Artsakh depuis son arrivée au pouvoir.

Au début, il disait qu'il n'avait aucun mandat de la part de l'Artsakh et qu'il demandait que celle-ci soit à la table des négociations. Peu de temps après, il négocie (d'après lui) une solution acceptable pour l'Arménie, l'Artsakh et l'Azerbaïdjan. Ensuite, il proclame "Kharabagh Hayastan e yev verdj" sans le reconnaître. Enfin, il dit négocier ce qu'il faut. Les Russes avaient mis en garde sur les conséquences d'une telle déclaration - cela voulait dire qu'il n'y avait rien à négocier.

Avant la guerre - aucune information n'a été communiquée à la population sur la guerre imminente, aucune préparation n'a été mise en place, ni au Karabagh ni en Arménie.

Pendant la guerre - Pourquoi les forces armées (Zinvats Oujer) n'ont-elles pas participé à la défense? Pourquoi la mobilisation s'est-elle arrêtée au bout de quelques jours? Pourquoi l'Arménie n'a-t-elle pas demandé de l'aide à l'OTSC? Elle a formulé une demande sur le principe, mais jamais sur le fond. Pourquoi l'Arménie n'a-t-elle pas reconnu l'indépendance de l'Artsakh alors que c'est ce qui était suggéré par Poutine?

Pourquoi refuser la suggestion d'Onik Gasparyan, chef des opérations militaires, au 4e jour de la guerre pour l'arrêter au plus vite? Pourquoi a-t-il refusé la proposition de Moscou, le 20 octobre, de céder les cinq régions et de discuter du statut du Karabagh plus tard?

Pourquoi la défense aérienne n'a-t-elle pas fonctionné face aux drones kamikazes? C'est une défaillance très grave qui a coûté la vie à des milliers d'Arméniens.

Quelle est l'implication réelle des agents de Soros à la tête de la Sécurité nationale et du Conseil de sécurité? Jamais nous n'avons entendu le moindre mot de leur part sur la guerre. Avec qui collaborent-ils?

L'explication que c'est le résultat des négociations des anciens régimes est aussi insensée que stupide. Nikol Pachinian, à son arrivée au pouvoir, a déclaré qu'il recommençait les négociations à zéro et a établi une liaison directe avec Aliiev. A partir de sa proclamation "L'Artsakh fait partie de l'Arménie et point final", les négociations étaient dans l'impasse.

Avant tout, c'est un échec total de sa diplomatie puisque les pourparlers se sont terminés par une guerre. C'est l'échec de Mon Pas, la défaite de Nikol Pachinian et de toutes les idées qu'il a voulu introduire en Arménie.

Où sont toutes ces ONG de Soros qui se sont infiltrées en Arménie au nom des droits de l'homme, des droits des femmes et des enfants? Il n'y pas eu une seule condamnation des atrocités de la guerre de la part de ces ONG, alors que Mon Pas était tout à fait invisible pour défendre l'Artsakh.

La capitulation de l République autoproclamée d'Artsakh

Capitulation. Sans consulter le président Sarkissian, sans consulter la Cour constitutionnelle, sans avoir l'accord de l'Assemblée nationale, Nikol Pachinian a signé un accord de cessez-le-feu qui implique sa signature dans un traité de cession territoriale de l'Artsakh à l'Azerbaïdjan. Ce qu'il a signé, est illégal, un abus de pouvoir.

Lui qui disait qu'il demanderait l'avis du peuple avant de signer un accord, lui qui disait qu'il chercherait une solution acceptable pour l'Arménie, l'Artsakh et l'Azerbaïdjan, comment a-t-il signé en cachette la page la plus sombre de notre histoire après 1915? Pourquoi en 30 mois de pouvoir n'a-t-il jamais présenté au peuple les piliers de la négociation?

Pendant 44 jours, avec le hastag Haghtelu enq, le gouvernement a menti à tous les Arméniens tout en cachant ce qui se passait au front. A aucun moment il n'a parlé des pertes humaines et territoriales, à aucun moment il n'a été transparent avec l'Arménie, l'Artsakh et la Diaspora.

Au lendemain de cette défaite, il la justifie par la mauvaise performance de l'armée. Il a toujours besoin de chercher des coupables. Cette fois-ci, c'est l'armée, les soldats, les volontaires, la troupe de Tsaroukian.

C'est une insulte à l'adresse des 4.750 victimes. Ce sont des héros, des martyrs qui sont tombés pour que l'arménité reste sur la terre de nos ancêtres.

Le comble de toute cette humiliation, il veut consoler le peuple en colère Chouchi était une ville triste et grise. A-t-on vraiment besoin de Chouchi?

Avec quelle légitimité reste-t-il au pouvoir? Tous ceux qui disent non au retour des anciens; ils n'ont rien compris à ce qui se passait en Arménie. L'idéologie de Levon Ter Petrossyan d'après laquelle l'Artsakh est un obstacle, a été renouvelée sous forme de Mon Pas. C'est la raison pour laquelle le gouvernement actuel n'a

jamais critiqué les erreurs de Levon Ter Petrossyan. Alors, de quel nouveauté parle-t-on?

Il n'y a pas d'ancien ou de nouveau, il y a des gens capables ou incapables de gérer le pays en crise, il y a des idées utiles ou néfastes à l'Arménie. Il y a ceux qui ont gagné la guerre et ceux qui l'ont perdue.

C'est une humiliation de la cause arménienne, il est difficile d'imaginer un seul Arménien sur la terre qui puisse défendre le chef d'orchestre. L'Arménie doit se reconstruire et rester présente en Artsakh malgré la configuration très compliquée.

Mon pays peut le faire sans le PM de la défaite et de tout ce que représente son parti, car la responsabilité d'un pays est une vocation très rare et très difficile, elle ne peut pas être de velours, comme elle ne peut pas se réaliser à travers Facebook.

Y-a-t-il une erreur que Nikol n'ait pas commise dans cette guerre? Y-a-t-il un point dans cet accord humiliant où il ait dit non? Lui, qui avait promis de rendre au peuple kopek après kopek ce qui a été volé, a offert 180 communes, village après village, à l'Azerbaïdjan.

Je crois à l'Arménie capable de renaître de cette lourde défaite, je crois profondément à la force de ceux qui ont le courage et la détermination de proposer une autre Arménie qui sera à côté de l'Artsakh et qui saura nous rassembler.

9. Comité Valmy

22 octobre 2020

Le rôle de l'État hébreu dans les coulisses de la crise Arménienne

par le général (2S) Dominique Delawarde

<http://www.comite-valmy.org/spip.php?article12249>



Le rôle de l'État hébreu dans les coulisses de la crise Arménienne

Les médias mainstream occidentaux ont beaucoup insisté sur le rôle majeur et indéniable de la Turquie dans la crise opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan, mais ils sont restés extrêmement et étonnamment discrets, voire silencieux sur le rôle tout aussi important, joué, en coulisse, par Israël, et sur son positionnement dans cette affaire.

Ce rôle n'a pourtant pas pu échapper à un géopoliticien ou à un observateur averti.

Il y a, bien sûr, les discrètes navettes aériennes entre Tel Aviv et Bakou qui, au début d'octobre, ne transportaient pas des oranges, mais de l'armement sophistiqué (notamment des drones et des missiles). Une part non négligeable de l'armement azéri est d'origine israélienne. Il faut rappeler que l'Azerbaïdjan est le premier pourvoyeur de pétrole d'Israël et lui fournit 40% de ses besoins. Ceci suffirait presque à expliquer l'alliance de fait, entre les deux pays, alliance basée sur une sorte d'échange « pétrole contre armement ».

<https://www.jpost.com/israel-news/video-shows-azerbaijan-using-israeli-lora-missile-in-conflict-with-armenia-644327>

Il y a la relative discrétion des chancelleries et des médias occidentaux – dont on sait qui les contrôle – sur l'ingérence ouverte de la Turquie, pays membre de l'OTAN, contre l'Arménie, pays membre de l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective) aux côtés de la Russie. La coalition occidentale a bien protesté du bout des lèvres ; elle a bien appelé « à la retenue » et au « cessez le feu », mais elle a laissé faire la Turquie sans vraiment dénoncer son impérialisme islamiste, désormais tous azimuts (Syrie, Irak, Libye, Méditerranée orientale, Caucase).

Il y a encore la prise de position officielle de Zelenski, premier président juif d'Ukraine, en faveur de l'Azerbaïdjan, et contre l'Arménie. Ce président aurait certainement été plus discret dans son soutien si l'Azerbaïdjan avait été hostile à l'état hébreu. Il y a enfin cette déclaration de Georges Malbrunot, grand reporter au Figaro qui nous apprend dans un tweet :



Georges Malbrunot

@Malbrunot

*Conflit au Nagorny-Karabakh : au-delà de **la station du Mossad basée en Azerbaïdjan pour espionner l'Iran** et de la livraison de matériels militaires à Bakou, **Israël entraîne les forces de sécurité azéris**, confie un diplomate européen, qui fut basé en Azerbaïdjan.*

Mais pourquoi l'État hébreu se distingue-t-il aujourd'hui, par sa présence et son action dans cette région du monde aux côtés de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et du djihadisme islamiste ?

Avant de tenter de répondre à cette question, il faut se rappeler que l'activisme d'Israël sur la scène internationale n'est pas que régional, mais mondial. Il peut être direct ou indirect. Son empreinte est souvent perceptible et parfaitement identifiable dans la politique étrangère des grands pays occidentaux (USA, UK, FR, Canada, Australie), mais elle l'est aussi dans presque tous les grands événements qui ont affecté l'évolution géopolitique mondiale des dernières décennies : (guerres au Proche et Moyen-Orient, révolutions

colorées et/ou changement de pouvoir (ou tentatives) notamment en Amérique du Sud (Brésil, Bolivie, Venezuela, Colombie, Équateur) mais aussi en Europe (Maidan ...) et en Afrique du Nord (printemps arabes, hirak algérien). A noter aussi l'ingérence plus ou moins ouverte dans les élections des grands pays de la coalition occidentale (USA, FR, UK, Canada, Australie) par des financements généreux de sa diaspora visant à promouvoir les candidats qui lui sont favorables et à détruire ceux qui ne le sont pas.

Cet activisme pro-israélien s'exerce par le biais d'une diaspora riche, puissante et organisée. Cette diaspora collectionne les postes d'influence et de pouvoir, plus ou moins « achetés » au fil du temps et des circonstances, au sein des appareils d'État, au sein des médias mainstream, au sein des institutions financières et des GAFAM qu'elle contrôle. Le Mossad n'est pas en reste et fonde l'efficacité de son action sur le système des sayanim, parfaitement décrit par Jacob Cohen dans sa conférence de Lyon.

<https://www.youtube.com/watch?v=2FYAHjkTyKU>

L'action de ces relais et soutiens vise à défendre et à promouvoir les intérêts directs et indirects de l'État hébreu sur la planète entière et à élargir le cercle des pays et des gouvernances qui le soutiennent. Elle vise aussi à affaiblir celles et ceux qui lui sont opposés. Elle est tenace, efficace et s'inscrit dans la durée.

Pour gagner, l'État hébreu, comme le fait aussi très bien l'OTAN, n'hésite jamais à faire des alliances de circonstance, limitées dans l'espace et dans le temps, avec tel ou tel de ses adversaires (Turquie et djihadistes en Syrie par exemple). Ses actions sont souvent « préméditées », « concoctées » et « coordonnées » avec ses correspondants « néoconservateurs » de Washington. Comme partout ailleurs le mensonge d'État et la duplicité sont monnaies courantes...

Pourquoi susciter et/ou mettre de l'huile sur le feu dans un conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie et pourquoi maintenant ?

Trois grands pays de la région, la Russie, la Turquie et l'Iran, sont directement concernés par ce conflit et par ses conséquences potentielles, parce qu'ils sont frontaliers avec l'une des deux parties en conflit, et parfois les deux. Israël, pour sa part, n'est qu'indirectement concerné, mais l'est tout de même, nous le verrons.

Par ailleurs, cette région du Caucase est également une « zone de friction » entre des alliances qui ne s'apprécient pas vraiment : La coalition occidentale et l'OTAN dont la Turquie et Israël jouent la partition, l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective)

dont la Russie et l'Arménie sont membres, et l'OCS (Organisation de Coopération de Shangai) à laquelle la Russie et l'Iran sont liés (pour l'Iran, comme membre observateur et aspirant candidat depuis 15 ans).

Pour compliquer le tout, le premier ministre arménien en fonction, Nikol Pashinyan, a cru bon de devoir afficher sa préférence pour l'Occident dès sa prise de fonction et de prendre ses distances avec Moscou, ce qui met son pays en position délicate pour réclamer aujourd'hui l'aide de la Russie.



Le déclenchement de la crise actuelle est, selon moi, une opération qui dépasse largement le cadre étroit d'un conflit territorial entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Il s'agit d'une opération de plus - après Maidan en Ukraine, après la tentative de révolution colorée en Biélorussie et après les affaires Skripal et Navalny - visant à **mettre la pression sur la Russie, mais aussi sur l'Iran, en les mettant dans l'embarras, voire, en les poussant à la faute.**

Il est clair que toute intervention rapide et musclée de la Russie dans ce conflit aurait été immédiatement condamnée par la « communauté internationale autoproclamée » - c'est à dire par l'OTAN - et suivie de

l'habituel train de sanctions anti-russes, par les USA, servilement suivis par ses vassaux européens. **Il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui, mettre un terme au gazoduc North Stream II reste un objectif majeur pour les USA.....**

L'absence d'une ferme réaction des occidentaux dans la crise du Caucase est, en elle-même, révélatrice sur quatre points :

1 - La défense de l'Arménie n'est pas une priorité pour la coalition occidentale. Monsieur Nikol Pashinyan, premier ministre arménien, s'est donc trompé de cheval en misant sur l'Occident pour la défense de son pays. La coalition occidentale laisse souvent tomber ses alliés de circonstance comme ils l'ont fait pour les Kurdes en Syrie

2 - En atermoyant et **en laissant venir une réaction russe qu'elle espère pouvoir sanctionner en mettant définitivement fin au North Stream II**, la coalition occidentale montre, une fois de plus, sa duplicité et son cynisme. Peu lui importe l'Arménie

3 - En créant un foyer d'infection djihadiste aux frontières de la Russie et de l'Iran, **la coalition israélo-occidentale montre**, une fois de plus, **qu'elle est prête à pactiser avec le diable et à l'instrumentaliser pour parvenir à ses fins**, en l'occurrence l'affaiblissement de ses adversaires russes et iraniens.

4 - En laissant agir la Turquie et Israël sans réaction, la coalition occidentale reconnaît implicitement, derrière des discours trompeurs, que ces deux pays agissent à son profit.

Le quotidien israélien « The Jerusalem Post » a abordé dans un article récent les affrontements entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie non sans laisser éclater la joie israélienne de voir le Caucase devenir un nouveau foyer de crise potentiellement **susceptible d'avoir un impact considérable sur le Moyen-Orient**. L'impact recherché par Israël est toujours le même : alléger les pressions et les actions iraniennes et russes sur le théâtre syrien en ouvrant un « nouveau front de préoccupations » aux frontières de ces deux pays.

En conclusion, quatre points méritent d'être soulignés, à ce stade de la crise,

1 - Monsieur Pashinyan, premier ministre arménien, a fait une erreur d'appréciation en misant sur un camp occidental qui s'avère moins fiable que prévu pour défendre l'intérêt de son pays. Il devra, peut être, in fine, faire des concessions douloureuses et pourrait bien y perdre son emploi lors des prochaines élections.

2 - Monsieur Aliyev, président d'un Azerbaïdjan majoritairement chiite, regrettera peut être

un jour d'avoir introduit sur son sol des djihadistes sunnites pour combattre l'Arménie. Il regrettera peut-être aussi l'instrumentalisation dont il est l'objet par la Turquie et Israël, chevaux de Troie de l'OTAN. Ses voisins russes et iraniens ne lui pardonneront pas facilement.....

3 - La Russie, dont la gouvernance et la diplomatie ne sont pas nées de la dernière pluie, n'est toujours pas tombée, tête baissée, dans le piège de l'intervention immédiate et musclée qui pourrait, après la tragi-comédie « Navalny », sonner le glas du North Stream II.



Elle interviendra, tôt ou tard, lorsque le bon moment sera venu. Les différents protagonistes directs et indirects ne perdront rien pour attendre.

4 - Israël et l'Occident otanien auront-ils gagné quelque chose à poursuivre leurs actions de harcèlement aux frontières de la Russie et de l'Iran en instrumentalisant l'Azerbaïdjan et en cherchant à détacher l'Arménie de l'OTSC dans le cadre de la stratégie d'extension à l'Est qu'ils poursuivent depuis trente ans ? Rien n'est moins sûr. L'avenir nous le dira.

Quant à la solution du problème territorial, source du conflit déclenché par l'Azerbaïdjan-contre l'Arménie, elle réside probablement dans l'application de l'article 8 du Décalogue de l'Acte final d'Helsinki voté le 1^{er} août 1975 qui régit les relations internationales entre les états participants. Cet article évoque clairement « **le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** ».

Lorsqu'une volonté de quitter un ensemble étatique est validé par un, voire plusieurs référendums à plus de 90%, et lorsque cette sécession a été effective durant 34 ans, sans conflit majeur - ce qui est le cas pour la république d'Artsakh (Haut-Karabakh)-, il semble légitime que la communauté internationale puisse prendre en compte **la volonté des peuples et d'accepter de reconnaître ce fait** en dotant ces nouveaux états d'une structure juridique particulière leur garantissant une paix sous protection internationale.

On me rétorquera que l'article 3 du même décalogue d'Helsinki rappelle l'intangibilité des frontières. Il s'agira donc, pour la communauté internationale, de déterminer **si le droit**

des peuples à disposer d'eux même doit primer, ou non, sur l'intangibilité des frontières, après 34 ans de séparation totale et effective de vie commune entre deux parties d'un même état.

Cette décision, lorsqu'elle sera prise, ne devrait pas être sans conséquences jurisprudentielles sur le futur du Kosovo, de la Crimée, ou de la Palestine occupée.....

Pour ceux qui souhaitent élargir et diversifier leurs connaissances sur ce sujet sensible, je suggère la lecture de deux articles intéressants :

un article de Jean Pierre Arrignon, historien byzantiniste et spécialiste de la Russie
<https://blogjparrignon.net/asc2i/la-guerre-du-nagornii-karabakh/>

un éditorial d'Eric Denécé, patron du CF2R (Centre Français de Recherche sur le Renseignement sous le titre : « Le conflit Arménie/Azerbaïdjan au Haut-Karabakh relancé par la Turquie ».

<https://cf2r.org/editorial/le-conflit-armenie-azerbaïdjan-au-haut-karabakh-relance-par-la-turquie/>

10. facebook

9 décembre 2020

L'entretien de Vazgen Manukyan (en arménien)

<https://www.facebook.com/prkutyan.sharzhum/videos/429292188227290/>

11. CONFLITS

15 décembre 2020

**Entretien avec Jean-Robert Raviot - La Russie, maître du jeu
au Haut-Karabakh?**

La Russie s'est imposée comme le médiateur indispensable du conflit au Haut-Karabagh. C'est elle qui a piloté les négociations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie et qui assure le bon déploiement du traité de cessez-le-feu. Une situation qui lui permet de reprendre appui dans le Caucase du sud et de s'affirmer face à ses voisins turc et iranien. Est-elle pour autant le maître du jeu de la région ? Entretien exclusif avec Jean-Robert Raviot, professeur à l'Université de Nanterre.

Propos recueillis par Etienne de Foirac.

Si la géographie et l'histoire les rapprochent, la Russie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan n'en demeurent pas moins divisées ou en concurrence sur de nombreux sujets, ne serait-ce que sur les hydrocarbures. Mais que représente véritablement la Russie pour ces deux pays et, plus largement, pour le Caucase ?

Pour l'Arménie comme pour l'Azerbaïdjan, deux anciennes républiques soviétiques, la Russie est l'ancienne métropole. Certes, trente ans après la chute de l'URSS, le passé soviétique s'estompe. Devenues indépendantes, ces anciennes républiques soviétiques se sont émancipées et ont opéré des transformations profondes. L'Arménie a gardé un rapport très privilégié avec la Russie : membre de l'[OTSC](#), elle a signé en 2015 un accord établissant un système de défense aérienne conjoint avec la Russie, renforcé par un traité bilatéral (2016, ratifié en 2017) créant des forces armées conjointes avec commandement conjoint ; l'Arménie abrite par ailleurs des troupes de gardes-frontières russes (4 500 hommes déployés aux frontières turco-arménienne et arméno-iranienne) et une importante base à Gumri (conformément à un accord arrivant à échéance en 2044). L'Arménie entretient en outre des relations économiques très étroites avec la Russie.

L'Azerbaïdjan, quant à lui, a pris plus de distance avec la Russie : il n'est pas membre de l'OTSC [il existe néanmoins des accords ponctuels avec la Russie dans le domaine militaire] et il s'est nettement rapproché de la Turquie qui, dans tous les domaines, est devenue son principal partenaire stratégique. En dépit de ces

différences notables, Moscou demeure, pour ces deux États, absolument incontournable du fait du rôle central joué par la Russie dans la résolution du conflit du Karabakh. Au-delà de ces contingences politico-stratégiques, la Russie est tout simplement une *réalité* géopolitique et géoéconomique qui s'impose, à l'Arménie comme à l'Azerbaïdjan, ainsi qu'à la Géorgie. C'est aussi un marché d'exportation essentiel pour leurs produits, de même que le lieu de vie de diasporas transcaucasiennes numériquement très importantes.

[A lire aussi : Le destin incertain du Sud Caucase après le conflit du Haut-Karabagh](#)

À l'inverse, que représente le Caucase pour la Russie ? L'héritage impérial et soviétique est-il encore le marqueur principal de leurs relations ?

Le Caucase est un massif montagneux de la ceinture alpine qui sépare, en réalité, deux régions bien distinctes : la Ciscaucasie ou Piémont caucasien, ou encore le Nord-Caucase, et le Sud-Caucase, ou Transcaucasie. Le Nord-Caucase est placé sous la souveraineté de la Fédération de Russie, tandis que le Sud-Caucase est composé de trois États indépendants reconnus (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) et de trois autres non reconnus (sauf par la Russie pour les deux premiers d'entre eux), mais qui sont néanmoins des États *de facto* : l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud (anciennes entités autonomes de la Géorgie) et le Haut-Karabakh (ancienne entité autonome de l'Azerbaïdjan, peuplée d'Arméniens).

Dans le Nord-Caucase, Moscou défend son intégrité territoriale, notamment contre les menaces sécessionnistes et/ou islamo-terroristes. En Transcaucasie, la Russie agit en tant que puissance post-impériale. Il y a de nombreuses continuités avec la période soviétique, mais surtout avec les stratégies mises en œuvre depuis la prise de contrôle de cette région par l'Empire russe dans la première moitié du XIX^e s. La trame de ces stratégies consiste à jouer le rôle de puissance tutélaire et à se placer en arbitre des multiples et inépuisables conflits entre groupes ethniques, que Saint-Pétersbourg puis Moscou (après 1917) n'ont cessé d'attiser, faisant et défaisant les hiérarchies et les priorités entre eux, afin de mieux les instrumentaliser et de conforter leur position de « souverain ultime » de la région. J'ajouterais qu'en Transcaucasie, les Arméniens – dont la bourgeoisie a occupé les positions sociales prédominantes dans les deux métropoles de Tiflis (Tbilissi) et de Bakou jusqu'à 1917 – sont traditionnellement vus comme les relais d'une domination russe qui leur est favorable. Ceci reste vrai jusqu'à aujourd'hui, ce qui

explique, en partie, le ressentiment géorgien ou azéri que les Arméniens suscitent.

Pourriez-vous nous donner un état des lieux et des forces en présence sur la guerre au Haut-Karabakh ? Vladimir Poutine est-il et veut-il être le maître du jeu et l'arbitre de ce conflit ? Comment envisagez-vous l'évolution de cette rivalité qui dure depuis plusieurs décennies ?

La guerre du Haut-Karabakh en 2020 est un conflit asymétrique qui oppose, d'un côté, les Arméniens du Karabakh (république autoproclamée du Haut-Karabakh), une enclave qui, avant la guerre, était d'une superficie de 11 430 km² et peuplée de moins de 149 000 habitants (chiffres de 2015), appuyés par l'Arménie voisine (3 millions d'habitants officiellement), qui est alliée à la Russie, mais que cette dernière n'appuie pas dans ce conflit ; de l'autre, l'Azerbaïdjan (86 600 km², un peu plus de 10 millions d'habitants en 2015), appuyé par son allié la Turquie, deuxième armée en effectifs de l'OTAN.

La puissance économique et militaire des deux parties est asymétriquement proportionnelle. Il était donc logique que la puissance azérie, dans son association avec la puissance turque, l'emporte. Néanmoins, il faut observer que l'Opération « Poing d'acier », lancée par Bakou comme un *Blitzkrieg*, n'a pas réussi comme prévu, car elle a débouché sur une guerre qui a duré 45 jours, ce qui prouve la capacité de résistance des Arméniens, en dépit de leur infériorité technologique évidente. Il y a également une autre asymétrie, tout à fait fondamentale, ce qui fait que ce conflit n'est pas une simple « rivalité » : s'il s'agit d'un conflit de nature territoriale pour l'Azerbaïdjan (reprenre le contrôle d'une région sécessionniste perdue de fait depuis 1991 puis la repeupler), il s'agit, pour les Arméniens, d'une guerre proprement existentielle pour un territoire qui leur appartient historiquement, avec en toile de fond la crainte de survenance d'un nouveau génocide perpétré par « les Turcs » (qu'ils soient d'Azerbaïdjan ou d'Anatolie), après celui de 1915 ou les pogroms anti-arméniens commis en Azerbaïdjan en 1988. Et sur ce point, les dernières déclarations des présidents Erdogan et surtout Aliiev [qui vient d'annoncer qu'il vise la conquête d'une grande partie du territoire de l'Arménie] ne font qu'alimenter et justifier ces craintes.

Quelle est votre analyse par rapport à l'accord de cessez-le-feu signé début novembre qui semble placer Moscou comme véritable vainqueur du conflit ?

L'[accord de cessez-le-feu](#) signé le 10 novembre dernier sous l'égide de Sergueï Lavrov installe la Russie en maître du jeu, avec le déploiement pour cinq ans au moins d'une importante force d'interposition russe dans la région. Cette force ne déploie pas seulement des moyens militaires, mais également un *soft power* qui rassure et séduit la population locale. Mais l'accord du 10 décembre ne règle en rien le statut du Haut-Karabakh.

L'évolution ultérieure dépendra des négociations qui seront menées entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ainsi que du cadre dans lequel cette négociation sera menée. Trois hypothèses sont possibles : la réactivation du Groupe de Minsk dans le cadre de l'OSCE (avec les co-présidences française, russe et américaine), qui est le cadre qui a prévalu jusqu'ici, l'ouverture d'un nouveau cadre russo-turc (voire russo-turco-iranien) de négociations, sur le modèle du [« Processus d'Astana »](#) [lancé par l'accord d'Astana, signé le 4 mai 2017 par la Russie, l'Iran et la Turquie, portant création de quatre zones de cessez-le-feu en Syrie] - un cadre qui exclut totalement l'Occident du jeu, ou bien encore un mixte des deux.

Pour l'instant, seule la Russie avance concrètement sur ce dossier, mais elle n'a pas, à ma connaissance, de vision arrêtée de la formule territoriale qu'il convient d'appliquer pour résoudre ce conflit. La crise politique interne en Arménie, ouverte par la guerre, confère à la Russie un rôle encore plus grand, puisque, faute d'une légitimité suffisante, la voix du gouvernement arménien n'est plus ni audible ni crédible.

A lire aussi: [Conflit au Haut-Karabagh : le point de vue de l'Azerbaïdjan](#)

La guerre opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan met en lumière la complexité du partenariat russo-turc. Se retrouvant en Libye ou en Syrie, ces deux pays entretiennent une relation pragmatique. Vous apparaît-elle comme une illustration de la *Realpolitik* ?

En effet, la Russie considère le conflit du Haut-Karabakh dans un *continuum* géostratégique allant du Nord-Caucase au Proche-Orient, incluant la mer Noire et l'Est de la Méditerranée. Dans cette perspective, ce qui prime n'est pas tant la protection coûte que coûte de son allié arménien, si cher et si précieux soit-il, mais le maintien d'un rapport de force favorable avec Ankara. Et ce rapport de force se développe sur plusieurs terrains à la fois - Caucase, Syrie, Libye - qui doivent donc être analysés en tant que tels, mais aussi dans leurs multiples interactions. La politique extérieure russe est incontestablement frappée du sceau de la

Realpolitik. Le maintien d'une relation de « partenariat » (c'est le terme couramment employé) avec la [Turquie](#) est essentiel.

Dans cette vaste zone Caucase-Proche Orient-Méditerranée orientale, la Russie se positionne comme la puissance motrice de « partenariats » entre les puissances régionales - la Russie, la Turquie et l'Iran, à savoir les trois ex-Empires russe, perse et ottoman - qui excluent, autant que possible, le bloc occidental et son proche allié Israël. Sans le formuler explicitement, c'est peut-être ce que vise la Russie pour toute la grande région Caucase - Mer Noire - Proche-Orient.

En flattant les ambitions d'indépendance stratégique de la Turquie portées par Erdogan, Vladimir Poutine, dans son dernier discours au « Forum de Valdai » le 22 octobre dernier [pour une version doublée en français : <https://www.youtube.com/watch?v=ABoa7Iclt7E>] formait à mots à peine couvert le souhait de voir émerger une Turquie véritablement indépendante, dégagée de l'OTAN et du bloc occidental, avec laquelle la Russie pourrait véritablement « traiter » comme elle l'entend. Car il ne faut pas perdre de vue que les conflits dans la grande région Caucase-Mer Noire-Proche-Orient ont pour toile de fond la « nouvelle guerre froide » entre la Russie et le bloc occidental, qui bat son plein depuis 2008.

L'Iran est également un acteur central du conflit au Haut-Karabakh. Traditionnellement allié à Erevan, il entretient également de nombreux rapports avec Bakou tant par l'importance de sa diaspora azérie que par le fait que l'Azerbaïdjan demeure un pays chiite. Comment Téhéran se positionne-t-il dans ce conflit ?

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'[Iran](#) a été discret dans cette guerre du Haut-Karabakh, qui se déroulait pourtant à 50 km de sa frontière septentrionale ! À plusieurs reprises, Téhéran a rappelé son attachement au principe d'intégrité territoriale, semblant marquer un soutien indirect à la partie azérie. Pourtant, en effet, les relations de l'Iran avec l'Arménie sont bonnes, au point qu'on peut presque les qualifier d'alliance tacite. L'Iran, néanmoins, craint beaucoup l'Azerbaïdjan, dont la capacité de nuisance est, pour Téhéran, tout à fait réelle. Je mentionnerai trois éléments : tout d'abord, la guerre fait « bouger les lignes » en matière de frontières, puisque l'Arménie contrôlait *de facto* [via l'occupation des territoires situés sur le flanc sud du Haut-Karabakh] de larges pans de la frontière avec l'Iran qui repassent sous contrôle azéri ; ensuite, comme vous le dites, il

existe une forte minorité azérie en Iran [entre 15 et 18 millions, soit près de 20% de la population de l'Iran] ; enfin, et surtout, l'Azerbaïdjan est devenu un proche allié d'Israël, qui fournit à Bakou des armes de pointes et qui a installé en Azerbaïdjan une « base » de renseignement sur l'Iran.

A lire aussi: [Fenêtre sur le monde. Conflit au Haut-Karabagh](#)

La compréhension de cette guerre serait incomplète sans prendre en compte l'opinion publique. En Russie, comment celle-ci peut-elle influencer la décision politique et, en définitive, dans quel camp se place-t-elle ?

Pendant toute la guerre, les médias russes ont fonctionné sous deux régimes : les informations télévisées, sous contrôle étroit du pouvoir, ont diffusé une version très « neutre » de la guerre, ne privilégiant aucune des deux parties, par symétrie avec la ligne officielle ; les *talk shows*, où la parole est plus libre, ont davantage reflété l'état de l'opinion russe - et surtout de l'*intelligentsia* russe - et manifesté une très nette préférence pour la partie arménienne. Parmi les arguments philo-arméniens, l'identité chrétienne de l'Arménie est la plus souvent mentionnée, une « communauté de civilisation » qui, pour beaucoup d'intervenants, aurait dû pousser la Russie à soutenir davantage les Arméniens, voire à intervenir à leurs côtés. Le président Poutine, à deux reprises, est intervenu sur cette question et a réaffirmé que pour la Russie, ce conflit est un « conflit de famille », qui oppose des peuples qui ne nous sont pas étrangers, sont « les nôtres », d'autant plus que près de 2 millions d'Arméniens et près de 2 millions d'Azéris résident en Russie. Quelle peut être, dans ces conditions, la position de la Russie, sinon celle de l'arbitre ?...

12. Les nouvelles d'Arménie

15 décembre 2020-12-15

Les corps de 20 soldats arméniens tués retrouvés à Jabrayil

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=73505

REST IN PEACE

ARSEN DANIELOV

*Thank you for your service. Your sacrifice will
be forever remembered by your Armenian
brothers and sisters.*



Depuis environ une semaine, les proches des soldats disparus ont été autorisés à participer à des opérations de recherche et de sauvetage dans les territoires contrôlés par l'Azerbaïdjan touchés par une action militaire, a indiqué le quartier général de l'information d'Artsakh, faisant référence au chef des situations d'urgence de l'État, Hunan Tadevosyan.

Selon lui, des opérations de recherche et de sauvetage sont menées dans les directions de Fizuli et Jabrayil.

Les corps de 20 soldats tués ont été retrouvés hier à Jabrayil et 1 à Talysh, a-t-il noté.

par [Stéphane](#) le lundi 14 décembre 2020

13. Les nouvelles d'Arménie

15 décembre 2020-12-15

Le FMI débloque une nouvelle tranche de crédit pour aider l'Arménie à faire face à la pandémie



Le Fond monétaire international (FMI) a débloqué une enveloppe de quelque 37 millions de \$ destinée à aider l'Arménie à faire face aux conséquences économiques de la pandémie de coronavirus, aggravées ici par six semaines de guerre contre l'Azerbaïdjan. Ce nouveau crédit porte à quelque 332 millions de \$ le montant total des fonds alloués par le FMI en vertu de l'accord conclu entre l'Arménie et l'organisme financier international, qui porte sur un crédit global de 443 millions de \$. Le FMI avait approuvé ce programme de crédit en mai dernier, alors que l'économie arménienne faisait face à la récession après trois années de croissance solide. Cette décision était intervenue peu après que le gouvernement arménien eut fait part de sa volonté d'empreinter pour quelque 540 millions de \$ pour compenser la chute brutale des recettes fiscales et autres revenus de l'Etat et finances ses efforts pour endiguer la pandémie. Les projets économiques de l'Arménie ont été contrariés par la guerre déclenchée par l'Azerbaïdjan au Haut-

Karabagh le 27 septembre, à laquelle mettra fin le 9 novembre un accord de cessez-le-feu imposé par la Russie, qui contraignait la partie arménienne à céder d'importants territoires. Dans un communiqué diffusé ce weekend concernant l'octroi de ce nouveau crédit, le FMI indiquait que l'économie arménienne allait se contracter de plus de 7 % cette année, en laissant entendre que "l'impact conjugué et global des deux crises" restait à évaluer. "Le soutien financier du Fond aidera l'Arménie à relever ces défis, y compris les incidences pressantes sociales et économique de la pandémie de COVID-19", indique notamment le communiqué. "Les autorités ont répondu avec détermination pour réduire les impacts socioéconomiques et sanitaires de ces chocs", poursuit le communiqué, en citant ao Zhang, le directeur adjoint du FMI. "Le budget 2021 des autorités est approprié, eu égard à la faible croissance et s'appuie sur une stratégie fiscale claire à moyen terme. Les autorités restent attachées à des mesures visant à maintenir la dette dans les limites du supportable et sous l'effet desquelles la dette publique devrait descendre en dessous de 60 % du PIB à moyen terme", a ajouté T.Zhang. Dans son projet de budget discuté par le Parlement arménien, le gouvernement arménien prévoyait une croissance de l'ordre de 3,2 % l'an prochain. Le FMI se montre moins optimiste et table sur une croissance de 1% de l'économie arménienne en 2021. Son communiqué précise qu'à cet égard, le bilan économique du pays est "en phase avec les perspectives de croissance globale prévues et la mise en place des réformes intérieures". La monnaie nationale arménienne, le dram, s'est affaiblie face au \$, perdant quelque 6% de sa valeur face au billet vert au cours des deux derniers mois.

par [Garo Ulubeyan](#) le mardi 15 décembre 2020

14. Les nouvelles d'Arménie

15 décembre 2020-12-15

Ce soir à 22h30 rediffusion sur CNews du débat « En quête d'esprit : L'Arménie, pays martyr ? »



Pour ceux qui n'ont pas suivi le débat aujourd'hui à 13 heures sur CNews (chaîne 16 de la TNT) l'émission « En quête d'esprit sur : L'Arménie, pays martyr ? » ce soir à 22h30 rediffusion sur CNews du débat avec pour invités V^eronique Jacquier, Corinne Zarzavatdjian, Philippe Sukyasan, Jean Christophe Buisson, les téléspectateurs auront la possibilité de suivre une nouvelle fois la rediffusion de cette excellente émission.

Krikor Amirzayan

par [Krikor Amirzayan](#) le dimanche 13 décembre 20

15. Le Figaro

13 décembre 2020

Par Olivier Faure

Olivier Faure: «Ce que j'ai vu dans la République d'Artsakh, dévastée par la guerre, et en Arménie»



TRIBUNE - Le premier secrétaire du PS s'est rendu au Haut-Karabakh (Artsakh pour les Arméniens), ravagé par la guerre déclenchée par Bakou, ainsi qu'en Arménie. Il rend compte de ce qu'il a vu et fait part de sa très vive inquiétude sur la sécurité des Arméniens.

Dans la capitale, Stepanakert, comme dans les villages alentour, si la vie a repris l'atmosphère est lourde. Ryumin Alexander/Ryumin Alexander/Tass/ABACA

Olivier Faure présidait une délégation de son parti. Il est député de Seine-et-Marne.

Il serait difficile de dire ce qui l'emporte de la colère ou du chagrin. Dans chaque village de ...

